

La Marche mondiale des femmes et la souveraineté alimentaire comme nouvel enjeu féministe

Dominique Masson, Janet Conway

DANS **NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES 2017/1 Vol. 36**, PAGES 32 À 47
ÉDITIONS **ÉDITIONS ANTIPODES**

ISSN 0248-4951

ISBN 9782889011292

DOI 10.3917/nqf.361.0032

Date de mise en ligne : 21/06/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-nouvelles-questions-feministes-2017-1-page-32?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Éditions Antipodes.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

La Marche mondiale des femmes et la souveraineté alimentaire comme nouvel enjeu féministe

Dominique Masson et Janet Conway

Placée depuis 1996 au centre de l'agenda politique de La Via Campesina – un réseau transnational de petits producteurs paysans et autochtones, de pêcheurs et de travailleurs agricoles –, la «souveraineté alimentaire» a été définie au Forum international de Nyéléni, en 2007 au Mali, comme «le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles» (Nyéléni, 2007). Altermondialiste dans son affirmation qu'un autre monde est possible et nécessaire, anti-impérialiste et anti-néolibéral, le projet politique qu'est la souveraineté alimentaire n'est toutefois pas, à première vue, particulièrement féministe, même s'il intègre depuis Nyéléni, et encore assez timidement (Sepúlveda, 2012), le principe de l'instauration «de nouvelles relations sociales sans oppressions ni inégalités entre les hommes et les femmes» (Nyéléni, 2007).

Pourtant, la Marche mondiale des femmes (ci-après la MMF, ou la Marche), un réseau transnational féministe présent dans une soixantaine de pays et territoires, n'a pas attendu le Forum de Nyéléni pour inclure la souveraineté alimentaire dans sa plateforme de revendications. Depuis, un nombre sans cesse croissant de coordinations nationales et de groupes membres de la Marche se mobilisent autour de cet enjeu, qui s'est taillé une place aux côtés d'autres plus directement identifiables au féminisme, tels le combat contre les violences faites aux femmes, la défense de leur autonomie économique ou encore de leurs droits reproductifs. Comment comprendre l'engagement de la Marche sur le terrain de la souveraineté alimentaire? Comment celle-ci émerge-t-elle dans les mobilisations nationales et transnationales de la Marche en tant que nouvel enjeu féministe? Comment cet intérêt pour la souveraineté alimentaire est-il sous-tendu par de nouvelles alliances, de nouveaux discours et de nouvelles actions? Et avec quels effets en retour?

Dans cet article, nous avançons que les mobilisations de la MMF sur la souveraineté alimentaire se situent en continuité avec certaines des caractéristiques centrales de la Marche comme expression particulière du

féminisme transnational contemporain, tout en exprimant quelques-unes de ses plus importantes mutations. Parmi celles-ci, pensons à la place accordée par la MMF aux alliances avec des mouvements mixtes issus de la mouvance anti/altermondialiste et des secteurs de la gauche «populaire», ainsi qu'à la montée en puissance au sein de la Marche d'actrices politiques jusqu'ici marginales aux mobilisations féministes, notamment les femmes rurales et paysannes du Sud. Nous montrons également comment le projet de la souveraineté alimentaire n'a pu être mis à l'agenda de la Marche et déployé par ses coordinations nationales qu'à travers sa redéfinition comme un enjeu proprement féministe, et ce dans des discours aux diverses inflexions regroupant sous un même thème toute une variété de mobilisations. Finalement, nous soutenons que ces dynamiques politiques et ce travail de resignification ont contribué à transformer à la fois la souveraineté alimentaire et le féminisme de la Marche.

Dans la première partie de ce texte, nous caractérisons la Marche mondiale des femmes comme nouvelle expression tant du transnationalisme féministe que d'un internationalisme féministe socialiste, constitué dans le contexte de la mouvance anti/altermondialiste. Dans la seconde partie, nous retraçons, à partir d'un examen de documents organisationnels de la MMF à l'échelle internationale, les origines de l'émergence de la souveraineté alimentaire dans la Marche et de son inscription dans sa plateforme politique mondiale. Dans la troisième partie, nous nous appuyons sur des entretiens réalisés en 2014 auprès des coordinations nationales de la MMF pour mettre en relief les diverses façons dont la souveraineté alimentaire s'est vue resignifiée, sur le terrain des luttes concrètes et sur celui des discours, comme faisant partie des mobilisations féministes de la Marche. Finalement, nous tirons un certain nombre de conclusions sur les continuités, ruptures et aspects novateurs du militantisme de la Marche en lien avec la souveraineté alimentaire et soulignons les effets de sa mise à l'agenda comme (nouvel) enjeu féministe.

Cet article résulte de la première phase d'un projet de recherche au cours de laquelle nous avons analysé une série de documents organisationnels et d'entretiens, réalisés pour la plupart en 2014, auprès d'une quarantaine de représentantes de coordinations nationales de la Marche, ainsi que de son comité international et de son secrétariat international¹.

1. Notre projet de recherche est subventionné par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Nous remercions les représentantes de la MMF pour leur participation et leur soutien. Nos

remerciements également aux évaluatrices de ce manuscrit, ainsi qu'à Elsa Beaulieu-Bastien et Anabel Paulos pour leur travail de mise en forme des données ayant servi à la rédaction de cet article.

La Marche mondiale des femmes comme nouveau transnationalisme féministe

La Marche mondiale des femmes est un large et complexe réseau féministe transnational, actif sur tous les continents et opérant à diverses échelles. À son origine se trouve l'organisation, pour l'an 2000, d'une mobilisation féministe mondiale contre l'accroissement de la pauvreté et de la violence faite aux femmes dans le contexte de la mondialisation néolibérale. Suite au succès de cette action et dans le contexte plus large de la flambée des mouvements antimondialisation, ses organisatrices décident de transformer la Marche en mobilisation permanente.

La MMF est aujourd'hui composée de groupes de femmes locaux et nationaux, organisés en une soixantaine de coordinations nationales. Le nombre de groupes membres et le niveau d'activité des coordinations fluctuent avec les vagues de mobilisation, s'intensifiant lors des grandes actions organisées tous les cinq ans (en 2005, 2010 et 2015) et marquées par différentes appropriations locales, nationales et régionales de thèmes et d'objectifs décidés collectivement à l'échelle internationale. Entre ces événements, c'est à leur gré que les groupes membres mettent en avant leur identification à la Marche dans leurs activités quotidiennes, certains la soutenant comme une mobilisation permanente alors que d'autres l'actualisent de manière beaucoup plus ponctuelle. L'existence de la Marche comme réseau transnational repose également sur le travail de son Secrétariat international (établi d'abord au Québec, puis au Brésil, puis au Mozambique), ainsi que d'un Comité international composé de deux représentantes de chaque grande région de la Marche ; sur des flux de communications réguliers dans ses trois langues officielles (français, espagnol et anglais) ; et sur des rencontres internationales trisannuelles des déléguées de toutes les coordinations actives.

La Marche mondiale des femmes constitue selon nous une nouvelle forme de transnationalisme féministe qui se pose en alternative à celui qui s'était construit, puis consolidé autour des processus et institutions des Nations Unies au cours du dernier quart du XX^e siècle. Cette période s'est en effet distinguée par la prolifération d'ONG féministes, liées en réseaux transnationaux, dotées d'un personnel d'expertes en politiques publiques et orientées vers le lobbying d'institutions intergouvernementales sur les questions d'égalité de genre dans le monde (Philips et Cole, 2009 ; Dempsey, Parker et Krone, 2011 ; Hawkesworth, 2006). Or, la MMF se définit elle-même plutôt comme un féminisme transnational populaire, ancré dans les organisations locales et les réalités vécues par les femmes pauvres et travailleuses, rurales et urbaines, qui contraste avec le féminisme transnational des classes moyennes, éduquées, professionnalisées, urbanisées et mondialisées (Conway, 2017, à paraître). L'émergence de la Marche est aussi contemporaine de la montée du mouvement antimondialisation dont elle exprime l'ethos militant, en particulier dans son rejet du lobbying onusien, sa politique de mobilisation et de protestation de masse,

son adhésion à l'idée d'une nécessaire convergence des mouvements sociaux progressistes et sa critique anticapitaliste. Sur ce terrain, la Marche a cherché à se constituer en actrice collective autonome, possédant une importante capacité de mobilisation dans les différentes régions du monde, ainsi que comme un mouvement social global à l'intérieur du « mouvement des mouvements ». Dans ce milieu activiste, la Marche privilégie l'établissement d'échanges et d'interactions non seulement entre les femmes, féministes comme non féministes, mais aussi avec des mouvements mixtes avec lesquels elle veut construire des alliances politiques contre le capitalisme néolibéral. Ces alliances sont centrales à son autodéfinition ainsi qu'à ses luttes féministes pour transformer le monde (Conway, 2012).

Les modalités organisationnelles de la Marche, en particulier l'idée de marcher, tout comme celles de chanter, de crier des slogans et de battre le tambour (les batucadas) (Giraud et Dufour, 2010), visent à mobiliser « les femmes des secteurs populaires ». Par ce terme, la MMF désigne les majorités démographiques constituées par les femmes économiquement marginalisées et qui souhaitent une vie décente pour elles-mêmes, leurs familles et leurs communautés. Bien que la Marche compte aussi dans ses rangs des femmes éduquées et de classe moyenne, elle s'oriente plutôt vers les préoccupations issues des expériences vécues par les femmes prolétaires, paysannes et pauvres².

La Marche est réfractaire à toute hiérarchisation des enjeux féministes, et tout particulièrement à la prééminence des politiques de la sexualité, du corps et des droits reproductifs sur les questions et revendications liées à la terre, à la nourriture, à l'eau et au travail des femmes. Elle n'insiste pas non plus sur l'identification a priori de ses membres au féminisme, préférant travailler activement avec sa base à des processus d'éducation populaire visant à construire une identité collective féministe partagée (Conway, 2010).

Politiquement, la MMF représente également une nouvelle variante de l'internationalisme féministe socialiste, revu et augmenté en cette ère de revendications pour une justice globale. Ainsi, elle se fait l'écho des préoccupations classiques du féminisme socialiste concernant les relations entre le genre et la classe sociale. L'internationalisme féministe socialiste de la Marche diffère cependant de celui de ses précurseurs, en particulier dans son autonomie face aux partis politiques de gauche, dans l'établissement de relations horizontales (et non pas verticales) entre ses divers lieux et

2. On pourrait nous reprocher d'avoir produit, dans les pages qui suivent, un portrait « trop lisse » d'où sont absentes les éventuelles tensions entre les militantes urbaines, blanches et de classe moyenne, et les militantes rurales, paysannes et autochtones qui sont au cœur des luttes sur la souveraineté alimentaire dans la Marche. Signalons ici que la méthodologie de cette phase de

notre recherche, qui repose sur l'analyse des documents organisationnels et sur des entretiens avec les coordonnatrices internationales et nationales de la MMF, ne nous permet d'accéder qu'à un discours officiel qui vise à présenter un visage unifié et d'où les conflits sont gommés. Ces limites teintent partiellement notre analyse, même si nous tentons par ailleurs de les dépasser.

échelles, ainsi que dans la construction ouverte et dialogique de son féminisme³. En effet, la MMF articule une critique résolument antipatriarcale et anticapitaliste, mais à l'interne se montre idéologiquement non dogmatique et pluraliste. Une politique d'autodétermination affirmée avec force sous-tend la reconnaissance de l'autonomie des coordinations nationales de la Marche, ainsi que l'importance de tenir compte des différences situées (*place-based differences*) dans l'établissement des analyses, revendications et priorités. Sur cette base, la MMF travaille à construire une identité féministe globale, vouée à demeurer ouverte, produite à travers le dialogue et ancrée dans l'action collective (Dufour et Giraud, 2007a, 2007b).

L'émergence de la souveraineté alimentaire dans la Marche

La souveraineté alimentaire fait son entrée dans la Marche mondiale des femmes vers le milieu des années 2000, par deux voies quasi simultanées mettant en jeu différents espaces et échelles de la Marche. La voie politiquement la plus visible et probablement la plus influente est celle de la constitution d'une alliance formelle entre la MMF et le réseau transnational paysan La Via Campesina, amorcée par ce dernier au Forum social mondial tenu au Brésil en 2004, dans le cadre de sa stratégie de lutte contre l'agenda de l'Organisation mondiale du commerce. La coordination brésilienne de la MMF, déjà en lien avec les groupes de femmes paysannes de la Confédération nationale des travailleurs agricoles et du Mouvement des sans-terre, et bien au fait des questions liées à la terre et à la ruralité, joue un rôle important de médiation dans l'établissement de cette alliance, rôle qui se voit renforcé par le déménagement du Secrétariat international de la Marche au Brésil à l'automne 2006. C'est dans ce cadre que La Via Campesina invite la MMF à coorganiser le Forum de Nyéléni sur la souveraineté alimentaire en 2007 au Mali, ce qui donne lieu à une série de réunions préparatoires permettant à la réflexion sur ce thème de s'élaborer à l'échelle internationale de la Marche.

En même temps, et en lien avec ce qui précède, la seconde voie par laquelle la souveraineté alimentaire entre dans la Marche est celle de la négociation interne de ses priorités politiques comme réseau féministe

3. Internationalisme *versus* transnationalisme : l'internationalisme est une stratégie politique visant à coaliser les forces socialistes et/ou féministes (ou autres) à l'échelle mondiale, qui prend appui sur des structures privilégiant le cadre territorial étatique, comme des associations nationales fédérées internationalement, ainsi qu'un axe organisationnel vertical (national/international). Le transnationalisme, quant à lui, valorise une variété de pratiques politiques traversant les frontières à

diverses échelles ; des formes d'identification, d'organisation et de représentation plus fluides ; ainsi que la possibilité d'entretenir des relations de solidarité et de collaboration entre espaces locaux, ou encore impliquant des territoires contestés (tels la Palestine, la Galice, le Québec). La MMF poursuit donc une stratégie politique internationaliste, tout en empruntant beaucoup de ses modalités d'existence quotidienne au transnationalisme.

transnational, négociation mettant en jeu des différences Nord-Sud, rural-urbain et intercontinentales. En effet, la souveraineté alimentaire y fait son apparition en 2004 à travers le processus d'élaboration de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité, sur proposition d'organisations de femmes rurales et paysannes du Brésil et du Pérou affiliées à la fois à la MMF et à La Via Campesina. Dans le contexte de l'alliance entre ces deux réseaux, la nature intersectionnelle des identités (femmes et paysannes) et des appartenances politiques impulse leur plaidoyer en faveur de l'inclusion de la souveraineté alimentaire parmi les priorités de la Marche. Lors de l'action mondiale de 2005, le Relais de la Charte – son voyage de pays en pays – donne également lieu à des actions collectives dans des régions transfrontalières, sous le leadership d'organisations de femmes rurales. Grâce à l'agentivité politique et à la participation accrue de ces composantes de la Marche en Afrique, en Asie et en Amérique latine, les voix en faveur de l'intégration de la souveraineté alimentaire dans l'agenda politique de la MFF deviennent de plus en plus audibles. Celle-ci est finalement inscrite dans la planification stratégique adoptée à Lima en 2006, fixant les priorités de la Marche pour les cinq années à venir.

En 2007, le Forum de Nyéléni sur la souveraineté alimentaire rassemble près de 800 participant-e-s, principalement des producteurs agricoles, en provenance de plus de 80 pays. Il produit une déclaration sur la souveraineté alimentaire qui demeure à ce jour un point de référence pour les mouvements en faveur de la justice alimentaire (voir Nyéléni, 2007). Cet événement représente un moment clé pour la Marche dans son engagement envers les mouvements paysans, les femmes rurales et le projet politique de la souveraineté alimentaire. À l'invitation de La Via Campesina, la MMF et d'autres organisations alliées contribuent à l'organisation de l'événement. En particulier, la Marche assume un rôle de coordination de l'action collective des femmes à l'intérieur du forum, organisant l'Assemblée des femmes en alliance avec les militantes de La Via Campesina. Ensemble, elles font pression, avec succès, pour l'obtention d'un nombre paritaire de déléguées au forum et s'assurent de la présence des femmes et de perspectives féministes dans tout le programme. Elles demandent également la reconnaissance du travail des cuisinières locales (lesquelles produisent près de 1000 repas par jour pour les participant-e-s au forum) et obtiennent pour elles un salaire égal à celui des travailleurs masculins responsables des infrastructures. En politisant, sur le site même du forum, la préparation des aliments – cette pratique quotidienne des femmes en relation avec la nourriture –, la Marche et ses alliées amènent le Forum de Nyéléni à reconnaître la division sexuelle du travail et les hiérarchies de genre qui structurent sa propre pratique (Nyéléni International Steering Committee, 2008 : 24).

Animée par une perspective féministe, l'Assemblée des femmes s'attache en particulier aux questions de l'accès des femmes à la terre et à la reconnaissance du rôle historique de celles-ci dans la création de connaissances en agriculture et en alimentation – toutes deux liées à l'autonomie

des femmes comme condition de la souveraineté alimentaire. Elle insiste également sur l'importance «de rejeter les institutions capitalistes et patriarcales qui conçoivent les aliments, l'eau, la terre, les connaissances des peuples et le corps des femmes comme une simple marchandise», et de contrer les effets «des politiques néolibérales et sexistes» sur les vies des femmes: «pauvreté, insuffisance de l'accès aux ressources, brevets sur le vivant, exode rural et migration forcée, guerre et toutes les formes de violences physiques et sexuelles» (Assemblée des femmes de Nyéléni, 2007). Toutefois, malgré cette action concertée, la Déclaration de Nyéléni sur la souveraineté alimentaire et le rapport final du forum n'accordent qu'une place congrue aux femmes, au féminisme ou à la justice de genre. À l'exception de la Déclaration de l'Assemblée des femmes, les documents de Nyéléni présentent une vision stratégique pour l'atteinte de la souveraineté alimentaire qui reconnaît de manière rhétorique la contribution des femmes à l'agriculture paysanne tout en demeurant essentiellement aveugle aux rapports sociaux de sexe. Néanmoins, la participation de la MMF à l'organisation de Nyéléni dans le contexte de la consolidation de son alliance avec La Via Campesina a pour effet de donner force et cohérence à une myriade de processus déjà en cours dans la Marche et d'impulser leur articulation à l'échelle mondiale.

Le forum de Nyéléni a certainement joué un rôle décisif dans l'adoption formelle de la souveraineté alimentaire parmi les priorités politiques de la Marche à l'échelle internationale. Notre analyse insiste toutefois sur le fait que l'émergence et le développement de la souveraineté alimentaire comme enjeu féministe dans la MMF mettent en jeu une histoire plus complexe de relations entremêlées entre forces politiques dissemblables, opérant en différents lieux et à différentes échelles du réseau. Nous avons tenté de le montrer plus haut: cette histoire est simultanément celle de dynamiques politiques, de stratégies discursives et de constructions de solidarités à travers les espaces et les échelles d'un réseau féministe transnational, la MMF, ainsi qu'entre ce réseau et ses allié·e·s – féministes et non féministes – dans des mouvements agraires. Elle est donc simultanément une histoire interne au féminisme et celle de la rencontre de mouvements distincts.

La souveraineté alimentaire comme nouvel enjeu féministe : variété des discours et des mobilisations

Un an après le Forum de Nyéléni, la rencontre internationale de la Marche à Vigo (Galice) signale le début d'une réelle diffusion transnationale du thème de la souveraineté alimentaire dans la MMF. Notamment, elle est le lieu d'un forum international sur la souveraineté alimentaire où s'expriment des représentantes de la Marche, du secrétariat des femmes de La Via Campesina et d'autres mouvements sociaux. Une marche de protestation dans les rues de Vigo permet aux participantes de contester la marchandisation de l'alimentation et d'exiger haut et fort la «Souveraineté

alimentaire et énergétique pour tous les peuples!» (MMF Galice, 2008). Cette rencontre contribue pour beaucoup à la dissémination de l'intérêt et des savoirs militants sur la souveraineté alimentaire au-delà des lieux et des collectifs qui ont favorisé l'émergence de cette revendication dans la Marche. Toutefois, puisque la MMF est un réseau hautement décentralisé qui insiste sur l'autonomie de ses groupes locaux et nationaux, la souveraineté alimentaire devait encore trouver à se traduire dans les mobilisations des coordinations nationales et de leurs groupes membres. Pour cela, les coordinations nationales ont dû redéfinir la souveraineté alimentaire comme un enjeu véritablement féministe dans leurs contextes respectifs.

Afin de mieux saisir, sur le plan théorique et analytique, ce processus de redéfinition de la souveraineté alimentaire en tant qu'enjeu féministe, il faut d'abord reconnaître l'existence de la pluralité des luttes fédérées sous ce vocable. En effet, comme le montrent des recherches de plus en plus nombreuses dans le champ des mobilisations sur la souveraineté alimentaire, celles-ci rassemblent une grande variété de mouvements, organisations et luttes concrètes (Andrée *et al.*, 2014 ; McMichael, 2014). La souveraineté alimentaire doit être comprise comme un projet politique multiforme (Menser, 2014) et en constante évolution, dont la substance est hautement susceptible de varier en fonction du type d'actrices et acteurs collectifs qui s'en réclament. Comme tout projet politique, elle possède une composante discursive. Ainsi, dans la MMF, la souveraineté alimentaire est selon nous l'objet de pratiques d'articulation⁴ dans lesquelles certains éléments, principes ou arguments du discours dominant sur la souveraineté alimentaire se voient liés à des éléments, principes ou arguments reconnaissables de discours féministes existants, produisant ainsi de nouvelles significations. La souveraineté alimentaire est également l'objet de luttes, d'actions et d'expérimentations sociales qui visent à mettre en application ses principes dans le travail quotidien des femmes impliquées dans la production, la distribution et la consommation des aliments.

Où et sous quelles formes, donc, le projet de la souveraineté alimentaire est-il approprié aux échelles nationales et locales de la MMF, et quelles significations féministes les militantes de la Marche lui donnent-elles ? Nos recherches révèlent la diversité des mobilisations qui se retrouvent sous la bannière de la souveraineté alimentaire dans la Marche, et pour lesquelles ses activistes construisent des significations féministes, elles aussi variées.

4. Dans le champ de l'analyse de discours, le concept de pratique d'articulation peut être défini comme «toute pratique établissant une relation entre des éléments [discursifs] de manière à ce que leurs identités respectives s'en trouvent modifiées»

(Laclau et Mouffe, 1985 : 105, notre traduction). Les pratiques discursives d'articulation sont le moyen privilégié par lequel se font et se refont les systèmes de significations, et se transforment les discours politiques.

Les deux premières thématiques clés des luttes pour la souveraineté alimentaire d'un bon nombre de coordinations nationales de la Marche sont les semences et les pratiques agricoles : qui prend quelles décisions à propos de ce qui est cultivé, du type de semences utilisées, des méthodes de culture privilégiées ? Et, enfin, quelle nourriture est produite pour qui ? Dans la Marche Bolivie, Argentine et Macédoine, par exemple, ces questions impliquent de lutter contre l'utilisation de pesticides, d'engrais chimiques et de semences génétiquement modifiées. La Marche Chili proteste contre les monocultures industrielles de pins et d'eucalyptus qui entraînent la déforestation, l'érosion, la perte de la biodiversité, ainsi que des expropriations de terres qui affectent profondément l'agriculture de subsistance. En Inde et au Paraguay, des organisations membres de la Marche ont mis sur pied des expériences pratiques de souveraineté alimentaire, montrant aux femmes comment récupérer et préserver les semences traditionnelles et leur enseignant des méthodes agroécologiques de production.

Comment ces éléments très reconnaissables du discours politique de La Via Campesina sur la souveraineté alimentaire – *contre* les pesticides et autres produits chimiques, les OGM, l'agriculture industrielle, les monocultures ; *pour* la protection des semences indigènes, de la production de subsistance et la promotion de l'agroécologie – se voient-ils redéfinis, dans la MMF, comme des enjeux féministes ? La souveraineté alimentaire et ses luttes font l'objet d'articulations discursives diverses.

Un premier exemple est tiré de notre entretien⁵ avec une représentante de la Marche Bolivie. À notre question « Pourquoi la souveraineté alimentaire est-elle un thème important pour les femmes et pour les féministes ? », celle-ci répond :

[La souveraineté alimentaire] c'est pouvoir prendre des décisions sur ce que seront les aliments, sur ce qui sera suffisant pour assurer la vie future d'un pays, d'une population. Mais prendre ces décisions a des implications diverses, ce qui est un thème de la Marche. [...] Pour atteindre une véritable souveraineté alimentaire, les femmes doivent faire partie de la prise de décision qui conduit à mettre en œuvre le droit de nous alimenter d'une manière adéquate, et spécialement le droit de refuser la culture marchande, car tout n'est pas à acheter ou à vendre. [...] Parce que nous, les femmes [nosotras], savons quelle nourriture nous convient, dans quelles conditions elle doit être produite, à qui nous devons dire non, qui ne devrait pas entrer dans notre pays, comme Monsanto. Nous devons savoir dire non, c'est cela la souveraineté, dire « Non, vous ne viendrez pas ici nous imposer votre maïs, votre riz, votre soja génétiquement modifiés [...] ».

5. À moins d'indications contraires, les informations présentées dans cette section sont tirées des entretiens réalisés avec les responsables des coordinations nationales de la MMF. Tous les extraits d'entretiens initialement réalisés en espagnol ou

en anglais sont traduits par nous et sont référencés avec le nom de la coordination nationale de la Marche dans laquelle la représentante interviewée est impliquée.

Comme on peut l'apprécier, l'interviewée, dans cet extrait, commence par présenter la souveraineté alimentaire comme le pouvoir des populations de prendre leurs propres décisions à propos de leur alimentation, en droite ligne de la Déclaration de Nyéléni (2007). Toutefois, ce pouvoir de décider est pour elle conditionnel à la réalisation d'une revendication clé du féminisme, celle de la participation des femmes à la prise de décision. La représentante de la Marche Bolivie lie ensuite cette participation aux connaissances que possèdent les femmes à propos de l'alimentation et des conditions dans lesquelles celle-ci doit être produite, pour enfin les présenter comme des sujets politiques, opposées à Monsanto et à ses maïs, riz et soja génétiquement modifiés. Elle établit ainsi que le projet de souveraineté alimentaire, et en particulier l'opposition aux grandes corporations transnationales du secteur de l'agriculture, ainsi qu'aux semences OGM, fait partie intégrante de l'agenda féministe de la Marche en Bolivie.

Un deuxième exemple est celui de la Marche Paraguay, dont la représentante fait valoir, en réponse à la même question, que ce sont les femmes, et plus particulièrement les paysannes, qui ont été historiquement chargées des tâches liées à la production et à la préparation des aliments. De son point de vue, la production domestique et la petite production agricole paysanne, réalisées en grande partie par les femmes, fournissent des aliments sains et culturellement appropriés. Ces productions sont cependant menacées par l'utilisation de produits industriels agrottoxiques, et plus globalement par le modèle capitaliste de production agricole. C'est pour cette raison que pour la Marche Paraguay, dans les termes de sa représentante, «la question de l'alimentation, la question de la nourriture, est une question politique» qui concerne directement les femmes et le féminisme.

La terre est une autre thématique clé des discours et pratiques de souveraineté alimentaire dans la Marche. Ainsi, en Inde et au Pakistan, on se mobilise pour des réformes agraires, en particulier pour le droit des femmes à la terre. Les représentantes de ces coordinations nationales font valoir le rôle actif des femmes dans la production agricole et la non-reconnaissance de celui-ci : «Ce sont les femmes qui produisent, et qui ont un rôle très, très actif dans les activités agricoles, alors pourquoi l'État les prive-t-il de la propriété de la terre lorsque vient le temps de la redistribution [des terres] pour fins agricoles?» (MMF Pakistan). La question de la reconnaissance du travail accompli par les femmes sur et avec la terre fonde ici l'articulation discursive de la revendication du droit des femmes à la terre comme enjeu féministe de souveraineté alimentaire. La coordination nationale de la Marche Burkina Faso pousse plus loin son analyse de la relation entre femmes, genre et souveraineté alimentaire en protestant non seulement contre le manque de droits des femmes à la terre, mais aussi contre le contrôle du processus de production agricole et des produits de la terre par les hommes. En effet, ce sont eux qui prennent les décisions sur ce que les femmes doivent cultiver. Et ils se sont emparés de la production de noix de karité et de graines de néré, initialement cultivées par les femmes pour la consommation domestique : «Aujourd'hui, parce qu'elles sont rentables, elles [ces activités agricoles] sont devenues des activités des hommes, et les femmes constituent souvent leur main-d'œuvre gratuite»

(MMF Burkina Faso, 2008 : 5). Le document de cette Marche précise aussi que beaucoup d'hommes détournent les revenus tirés de la production des femmes pour leur propre usage : « Combien sont-elles, ces femmes qui ne voient pas la couleur de l'argent de la vente de leurs produits ? » (*idem*) La souveraineté alimentaire est associée ici à une dénonciation plus large des inégalités de genre et à des revendications d'égalité par rapport à la gestion des ressources agricoles, à la production et aux revenus générés. Enfin, du côté de la Marche Chili, c'est plutôt l'extension du principe d'autonomie et de contrôle des femmes sur leurs propres corps au principe de la « souveraineté sur nos territoires » et son articulation discursive à l'utilisation des territoires dans la production alimentaire qui constituent la souveraineté alimentaire en enjeu féministe.

Un certain nombre de coordinations nationales ont identifié les luttes contre l'extractivisme – c'est-à-dire contre l'exploitation et le pillage des ressources naturelles pour fins d'exportation – comme faisant partie de leur agenda de souveraineté alimentaire. C'est le cas de l'Argentine, du Chili, du Pérou et de la Bolivie. En Argentine, par exemple, la Marche a organisé un atelier où les participantes étaient invitées à construire une perspective féministe sur l'extractivisme. Dans ces coordinations nationales, la relation entre l'extractivisme, la souveraineté alimentaire et les femmes est établie à travers la dénonciation de la contamination, par l'industrie minière, des sources d'eau utilisées pour l'agriculture dans les zones rurales, qui menace la production de subsistance dont dépendent les femmes paysannes et autochtones pour leur survie, ainsi que pour leur existence même sur ces territoires. Ainsi, les luttes de la Marche pour la souveraineté alimentaire impliquent également souvent des luttes pour la défense de l'eau.

Dans certaines coordinations nationales – au Pérou, aux Philippines, en France –, les changements climatiques sont un autre enjeu de souveraineté alimentaire pour les femmes. Notamment, la MMF Philippines soutient que les changements climatiques ont des effets néfastes sur la production agricole, ce qui menace en particulier les moyens de subsistance des femmes pauvres et autochtones et accroît leur vulnérabilité face aux pénuries alimentaires. Par ailleurs, la préparation de la COP21 (Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques) qui s'est tenue à Paris en décembre 2015 a joué un rôle important dans la mise à l'agenda par la Marche France du thème « Souveraineté alimentaire et justice climatique ». Ce thème a été l'un des éléments centraux de sa participation à la quatrième action mondiale de la MMF, de mars à octobre 2015.

Enfin, d'autres coordinations nationales font de la souveraineté alimentaire un enjeu féministe en la liant à la question de la violence envers les femmes. Quelques extraits de l'entretien avec la représentante de la Marche Zimbabwe l'illustrent :

En 2008, nous n'avions plus de provisions alimentaires car nous étions dans une tourmente politique. Les femmes étaient violées (...) lorsqu'elles allaient chercher de la nourriture. [...] Les femmes utilisaient leur corps pour obtenir à manger. [...] Donc lorsqu'il y a de la nourriture, lorsqu'il y a la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire, les femmes sont protégées contre la violence sexuelle.

Pour la Marche Burundi également, la souveraineté alimentaire fait partie des solutions à ces violences.

Par ailleurs, nos entretiens montrent que les mobilisations sur la souveraineté alimentaire se déploient inégalement dans la géographie de la MMF. Certes, toutes les coordinations nationales ne sont pas engagées sur ce terrain, mais cela est particulièrement le cas au Nord. Les raisons évoquées par nos participantes mettent en cause la composition des coordinations nationales, les discours féministes et les alliances. Les coordinations de Bulgarie, du Québec, de la France et de la Suisse associent bien la souveraineté alimentaire aux préoccupations des agricultrices, mais les organisations qui représenteraient ces dernières dans la coordination font défaut. Ainsi, pour la MMF Québec, «à la différence des pays du Sud où les femmes jouent un rôle majeur dans la production alimentaire, dans l'agriculture, on ne peut pas dire que c'est la même chose au Québec.» Au sein de la coordination, qui jouit pourtant d'un nombre très élevé de groupes membres, «il n'y a pas vraiment de groupes féministes qui ont développé une expertise sur des questions de nourriture, de terre, d'agriculture. Donc voilà où nous en sommes». En 2014, la MMF France mentionnait également le manque de ressources internes pour élaborer une analyse féministe de ces enjeux. De son côté, la MMF Bulgarie préférait se concentrer sur des questions jugées plus pressantes, telles la violence et la participation politique, alors que pour la MMF Grèce, la souveraineté alimentaire représentait un enjeu économique appartenant à la gauche plutôt qu'au féminisme. En Bulgarie et en Grèce, ce sont donc les spécificités locales du discours féministe de la Marche qui font obstacle à l'engagement envers la souveraineté alimentaire. Enfin, signalons encore qu'au Québec et en France, les limites de cet engagement étaient aussi dues à l'absence d'alliances ou de collaborations entre la MMF et des organisations affiliées à La Via Campesina ou au mouvement environnemental. Cependant, ce portrait a rapidement évolué. En effet, les MMF France et Suisse, dont les représentantes nous disaient en 2014 ne pas avoir trouvé le moyen de se mobiliser sur cet enjeu, ont fait de la souveraineté alimentaire une de leurs priorités pour l'action mondiale de 2015⁶.

Dans les différents lieux de la Marche, le projet de la souveraineté alimentaire a donc été l'objet d'une appropriation variée, sur les plans tant de

6. Pour plus de détails sur ces nouveaux développements, voir Masson, Paulos et Beaulieu-Bastien (2016).

l'engagement que de la diversité des luttes regroupées sous ce thème. Dans tous les cas, la traduction de ce projet en mobilisations a requis de la part des coordinations nationales de la Marche un travail de construction de significations féministes. Comme nous l'avons vu, la souveraineté alimentaire a été articulée tantôt à des revendications d'égalité de genre dans la famille paysanne, et plus largement dans toute prise de décision concernant l'alimentation, tantôt à des demandes d'égalité d'accès aux facteurs de production, ou encore comme outil de la lutte contre les violences faites aux femmes. Ailleurs, on la retrouve liée à un discours protestant contre la déprédation des ressources naturelles nécessaires à la subsistance des femmes pauvres, paysannes et autochtones – une détérioration qui résulte de l'activité d'un capitalisme néolibéral et patriarcal. Il est cependant notable que, dans l'ensemble de ces discours féministes, la division sexuelle du travail elle-même demeure, sauf exception, peu contestée, sans parler du modèle familial hétéronormatif. De plus, le «féminisme populaire» de la Marche voit et pense le monde en termes de relation entre patriarcat et capitalisme, ce qui lui permet d'intégrer les enjeux de souveraineté alimentaire comme des questions de «genre-classe»: des enjeux de femmes paysannes. Dans cette opération, d'autres intersections du genre affectant l'expérience de beaucoup de ces femmes – celles qui mettent en cause, en particulier, l'indigénité et le colonialisme, la race et le racisme – demeurent généralement (la MMF Guatemala étant une exception) non problématisées et non politisées dans les discours et les actions de la Marche sur le terrain de la souveraineté alimentaire⁷.

Conclusion

Dans cet article, nous avons montré comment la Marche mondiale des femmes, en tant que réseau féministe transnational, se situe dans des relations faites à la fois de continuités et de ruptures avec d'autres formes de militantisme féministe. D'une part, elle se pose en rupture avec le transnationalisme féministe tourné vers l'ONU et les institutions internationales, ainsi qu'avec les mobilisations féministes axées uniquement sur le genre, la sexualité et la corporéité. D'autre part, parce qu'elle se centre sur les conditions matérielles de vie et de travail des femmes des secteurs populaires tout autour du monde, l'action de la Marche se situe en continuité avec l'analyse et les préoccupations matérialistes du féminisme socialiste, dont elle conserve les orientations internationalistes en lui donnant le visage contemporain de la mondialisation des solidarités et de la recherche d'alliances avec d'autres mouvements progressistes, et en y insérant un important pluralisme organisationnel et un respect profond des différences issues de la spécificité des contextes sociopolitiques locaux et nationaux.

7. Pour un constat similaire et des explications plus détaillées, voir Giraud (2015 : 107-108).

Ce militantisme féministe novateur de la Marche mondiale des femmes s'illustre de manière particulièrement tangible sur le terrain de la souveraineté alimentaire. En effet, l'histoire de sa mise à l'agenda dans la MMF est simultanément celle de la création de nouvelles solidarités à l'intérieur de la Marche, autour des questions soulevées par des organisations de femmes rurales et paysannes de la base – jusqu'ici largement marginalisées par les courants féministes dominants et souvent méfiantes à leur endroit –, et celle de la création de nouvelles alliances avec le réseau transnational mixte La Via Campesina et ses organisations affiliées, mixtes et de femmes, aux échelles locales, nationales et internationales. Les mobilisations de la MMF pour la souveraineté alimentaire, en particulier la grande diversité des luttes et des articulations discursives opérées sous cette bannière, sont également révélatrices de l'importance que la Marche accorde à l'autonomie des coordinations nationales et des organisations locales dans leur définition de la souveraineté alimentaire comme enjeu féministe. Elles témoignent aussi d'un militantisme qui poursuit et déborde tout à la fois les politiques et thématiques traditionnelles du féminisme. Il faut toutefois noter que le déploiement géographique de la souveraineté alimentaire est inégal : bien que ce soit là un signe de l'autonomie des composantes de la MMF, il soulève la question de la place des femmes des secteurs populaires dans les coordinations nationales des pays du Nord, en particulier, ainsi que celle des difficultés de celles-ci à identifier et contester les rapports de pouvoir en jeu dans la production, la distribution et la consommation des aliments.

Cela dit, au-delà de ses limites, l'implication de la MMF envers la souveraineté alimentaire a eu d'importants effets sur son féminisme et ses pratiques. L'agentivité des femmes rurales et paysannes à l'intérieur de la Marche, les alliances avec les organisations agraires mixtes et de femmes, ainsi que les mobilisations de nombreuses coordinations nationales pour la souveraineté alimentaire ont déplacé des perspectives et des enjeux de luttes jusque-là périphériques vers le centre des préoccupations politiques de la Marche. Pensons notamment à la reconnaissance du travail des femmes dans la production alimentaire et à la valorisation de leurs connaissances ; au droit des femmes à la terre et à leur accès aux ressources et aux marchés ; à la privatisation des ressources naturelles et au contrôle de l'agriculture par les corporations multinationales ; ainsi qu'aux relations entre les changements climatiques, la dégradation environnementale, l'insécurité alimentaire et la violence faite aux femmes. Également, dans plusieurs pays du Sud où le leadership de la Marche est plutôt urbain, l'attention donnée par la MMF à la souveraineté alimentaire à l'échelle internationale a aussi inspiré un resserrement des relations avec les organisations nationales et locales de femmes rurales et paysannes. Cela a été notamment le cas au Mali, durant et après le Forum de Nyéléni, en Afrique du Sud, ainsi qu'au Pérou.

Une tension centrale demeure cependant entre, d'une part, l'utilisation stratégique de la souveraineté alimentaire par le leadership de la Marche

au Nord comme au Sud, qui vise la construction d'une politique contre-hégémonique internationaliste faite d'alliances tant à l'interne qu'avec d'autres mouvements anticapitalistes et altermondialistes, et, d'autre part, les intérêts politiques, les pratiques et les discours des organisations et des femmes de sa base, originaires des secteurs agraires, ruraux et/ou autochtones. En effet, pour celles-ci, l'engagement dans les luttes regroupées sous la bannière de la souveraineté alimentaire demeure ancré dans une volonté de protéger leurs moyens de subsistance et ceux de leurs communautés, ainsi que d'affirmer la valeur et l'importance des modes paysans et autochtones de production de la vie, tout en contestant – avec une intensité variable – leur structuration patriarcale. C'est donc dans une délicate coexistence d'intérêts politiques divergents, articulés à différentes échelles et en différents lieux par des composantes distinctes de la Marche, que se construit la souveraineté alimentaire comme enjeu féministe. ■

Références

- Andrée, Peter, Jeffrey Ayres, Michael J. Bosia et Marie-Josée Massicotte (2014). «Food sovereignty and globalization: lines of inquiry». In Peter Andrée, Jeffrey Ayres, Michael J. Bosia et Marie-Josée Massicotte (éds), *Globalization and Food Sovereignty. Global and Local Change in the New Politics of Food* (pp. 23-52). Toronto: University of Toronto Press.
- Assemblée des femmes de Nyéléni (2007). Déclaration des femmes pour la souveraineté alimentaire. Déclaration de l'Assemblée des femmes de Nyéléni réunies les 25 et 26 février 2007 à Sélingué au Mali. [www.nyeleni.org/spip.php?article278], consulté le 23 avril 2016.
- Conway, Janet (2010). «Troubling transnational feminism(s) at the World Social Forum». In Pascale Dufour, Dominique Masson et Dominique Caouette (éds), *Solidarities Without Borders: Transnationalizing Women's Movements* (pp. 139-159). Vancouver: University of British Columbia Press.
- Conway, Janet (2012). «Transnational feminisms building anti-globalization alliances». *Globalizations*, 9 (3), 379-393.
- Conway, Janet (2017, à paraître). «Troubling transnational feminism(s): Theorising activist praxis». *Feminist Theory*.
- Dempsey, Sarah E., Patricia S. Parker et Kathleen J. Krone (2011). «Navigating socio-spatial difference, constructing counter-space: Insights from transnational feminist praxis». *Journal of International and Intercultural Communication*, 4 (3), 201-220.
- Dufour, Pascale et Isabelle Giraud (2007a). «Globalization and political change in the women's movement: The politics of scale and political empowerment in the World March of Women». *Social Science Quarterly*, 88 (5), 1152-1173.
- Dufour, Pascale et Isabelle Giraud (2007b). «When the transnationalization of solidarities continues: The case of the World March of Women between 2000 and 2006 – a collective identity-building approach». *Mobilization: An International Quarterly Review*, 12 (3), 307-322.
- Giraud, Isabelle (2015). «Intégrer la diversité des oppressions dans la Marche mondiale des femmes». *L'Homme et la société*, 198, 95-112.
- Giraud, Isabelle et Pascale Dufour (2010). *Dix ans de solidarité planétaire. Perspectives sociologiques sur la Marche mondiale des femmes*. Montréal: Les éditions du remue-ménage.
- Hawkesworth, Mary E. (2006). *Globalization and Feminist Activism*. Oxford: Rowman and Littlefield.
- Laclau, Ernesto et Chantal Mouffe (1985). *Hege-
mony and Socialist Strategy*. Londres: Verso.
- McMichael, Philip (2014). «Historicizing food sovereignty». *The Journal of Peasant Studies*, 41 (1), 37-41.
- MMF Burkina Faso (2008). Contribution de la Marche mondiale des femmes: genre et souveraineté alimentaire. Document produit pour le 2^e Forum social du Burkina Faso.
- MMF Galice (2008). Isavara Foundation Project Progress Report Form, 2008.
- Masson, Dominique, Anabel Paulos et Elsa Beaulieu-Bastien (2016). «Struggling for food sovereignty in the World March of Women». *The Journal of Peasant Studies*. Pré-publication en ligne, DOI: 10.1080/03066150.2016.1187137.
- Menser, Michael (2014). «The territory of self-determination: social reproduction, agro-ecology, and the role of the state». In Peter Andrée et al. (éds), *Globalization and Food Sovereignty. Global and Local Change in the New Politics of Food* (pp. 53-83). Toronto: University of Toronto Press.
- Nyéleni (2007). Déclaration de Nyéléni, 27 février 2007. [www.nyeleni.org/spip.php?article286], consulté le 23 avril 2016.
- Nyéleni International Steering Committee (2008). *Nyéleni 2007: Forum for Food Sovereignty, Selingue, Mali, February 23-27, 2007, Final Report*. [http://nyeleni.org/DOWNLOADS/Nyelni_EN.pdf], consulté le 25 avril 2016.
- Philips, Lynne et Sally Cole (2009). «Feminist flows, feminist fault lines: Women's machineries and women's movements in Latin America». *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 35 (1), 185-211.
- Sepúlveda, Fernanda Palacios (2012). «Movimientos sociales y género. La siembra feminista de La Via Campesina». *Revista Sociedad & Equidad*, 4, 64-90.